

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL.

Rue du 25 Mai n. 67.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 piastres par mois.

LE PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi et lendemain de fêtes excepté. On s'inscrit au bureau du PATRIOTE, où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 h. du matin jusqu'à 4 h. du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.

ALMANACH FRANÇAIS.

Mercredi 14. — Prise de Königsberg (Prusse) par Napoléon (1807).

LE BUREAU ET L'IMPRIMERIE du Patriote Français sont transportés, à dater du 1er mai, RUE DU 25 MAI, No. 67.

MONTVIDEO.

M. PICHON,

M. LE VICE-AMIRAL MASSIEU DE CLERVAL.

(Suite et fin.)

Dans notre dernier numéro, nous avons sévèrement et loyalement apprécié la conduite de M. le consul général de France; les conséquences en ont été examinées par nous froidement, et nous avons cru pouvoir lui déclarer, sauf erreur, qu'il y a aujourd'hui dans la population française bien peu de sympathies pour lui.

Nous avons annoncé que nous publierions aujourd'hui quelques considérations sur la conduite de M. le vice-amiral; nous tenons notre parole.

Lorsque la position de Montevideo était la plus critique, M. le vice-amiral Massieu de Clerval s'est présenté dans les eaux de la Plata avec les frégates la *Gloire* et l'*Atalante*. Il venait reprendre en main l'autorité qu'il avait laissée au digne commandant de l'*Aréthuse*, dont la population française de Montevideo gardera éternellement le souvenir.

M. Massieu de Clerval arrivait sans invitation de la part de M. Pichon qui lui laissait ignorer, soit à dessein, soit par négligence, la situation précaire des intérêts français dans cette République.

Avant d'entrer dans l'examen des circonstances qui motivent cet article, nous devons remercier d'abord M. Massieu de Clerval de

son arrivée spontanée sur cette rade, nous devons déclarer que, le lendemain surtout de l'affaire du 2 juin, notre langage vis-à-vis de lui se ressentait un peu trop des impressions du moment, et que, dans nos paroles publiées alors, il y avait plus de jeunesse que d'à propos.

Nous ne dissimulerons pas toutefois les fautes commises; nous saurons manifester aussi nos espérances légitimes.

Aussitôt arrivé, nous comptons que M. Massieu de Clerval convoquera une assemblée des négociants français notables de Montevideo; qu'il écouterait attentivement leurs justes plaintes, et qu'il aviserait, d'après les inspirations de sa conscience, à un moyen sûr de les faire cesser. Mû par nous en sommes persuadé, par un sentiment de dignité expliqué par sa haute position, M. le vice-amiral, au lieu de provoquer les explications, s'est borné à les attendre. Au moment donc où Rosas déclarait Montevideo en état de blocus, au moment où l'on proclamait que ce blocus était sur le point d'être accepté par le chef d'escadre français, au moment où M. Pichon refusait les expéditions aux navires destinés pour Maldonado, une députation française alla trouver M. le vice-amiral à bord de la *Gloire*. Elle fut parfaitement accueillie, mais il lui fut déclaré avec douleur qu'elle se présentait trop tard, et que le blocus était accepté.

On sait quelles étaient les conséquences de ce blocus, et le décret dont le gouvernement oriental menaçait, dans ce cas, les bouches inutiles. Il n'y avait, pour nous, que deux alternatives: partir, ou nous armer. Le départ, c'était la ruine; l'armement, c'était l'espérance; la population française s'arma.

Si cet armement est une faute, M. Massieu de Clerval en subit donc sa part de responsabilité, ainsi que M. Pichon par l'acceptation affirmée du blocus de Rosas. M. le comte de Lurde est encore plus coupable: son mémorandum, inséré dans la *Gaceta Mercantil*, accepte en effet positivement le blocus, et sa note du 16 décembre est l'égide la plus solide de notre armement.

La première conséquence de cet armement à peine ébauché fut la circulaire d'Orbe en date du 1er avril dernier. Les menaces qu'elle contenait n'étaient un secret pour personne. Si donc M. le vice-amiral voulait arrêter court ce mouvement, dont sa conduite était une des causes, il avait à faire une chose bien simple: nous prendre sous la protection de notre drapeau, de ses canons, et exiger formellement d'Orbe des garanties pour la sécurité de nos existences et de nos propriétés.

C'est ce qu'a obtenu, pour les sujets anglais, M. le commodore Purvis. Les anglais, dirait-on, n'étaient pas aussi compromis que nous. Nous soutenons le contraire. Qu'on lise en effet l'adresse envoyée par eux à M. Mandeville, et à M. le commodore Purvis; qu'on veuille bien peser les expressions dont ils se servent, dans cette pièce, pour qualifier Rosas et son système, et l'on conviendra avec nous que cette influence, reprouvée et menacée si clairement dans la circulaire du général Orbe, formule contre eux aux yeux du chef de l'avant-garde de l'armée Rosiste, une accusation terrible.

Il est advenu, dans cette circonstance, ce qui arrive toujours, depuis notre glorieuse révolution de 1830: l'Angleterre obtient, par ses actes, la France se tait. M. Massieu de Clerval a consacré, par sa conduite, cet abaissement systématique de notre pays aux yeux du monde.

Plus tard lorsque Rosas, prévoyant l'opposition des marines étrangères déjà manifestée en partie, eut révoqué hypocritement sa déclaration de blocus, M. Massieu de Clerval, on ignore sous quelle inspiration, donna l'ordre à ses bâtiments de visiter les navires de guerre partant pour Maldonado, et de s'assurer s'ils ne contenaient point dans leurs chargements des armes et des munitions de guerre. Nous avons critiqué alors cette mesure avec assez de franchise et de développements, pour qu'il nous soit permis aujourd'hui d'en résumer les conséquences que voici:

1.° Abandon des Français de Maldonado, compromis par les manifestations non équivo-

FEUILLETON.

A MON AMI A D.

Au Havre.

Quien no ama, no vive.

Ami, tu te souviens de ces heures rêvées,
Où nous laissions aller nos âmes oubliées.
Le soir, près de ton feu, quand le vent de la nuit
Aux campagnes de l'air s'épandait à grand bruit,
Quand le givre et la neige en figures grotesques
Dessinaient aux carreaux leurs froides arabesques,
Ta main insouciant agita les tisons,
Et nous parlions d'amour, de gloire et de chansons.
L'été, dans ce jardin tout peuplé de fées,
Où se plaisent d'errer les Muses recueillies (1),
Le silence discret de nos pas hasardeux

(1) Le jardin du Luxembourg.

N'éveillait même pas les échos paresseux;
De joyeux souvenirs nous parlaient à voix basse;
Ils parlaient; notre cœur les suivait dans l'espace;
Et le vent, le soleil, les oiseaux familiers
Créaient dans notre esprit des mondes tout entiers.
Le spectacle réel de ce monde où nous sommes
Ne jetait pas en nous de haine pour les hommes;
Tout en nous était joie, harmonie, abandon,
Tendresse fraternelle, indulgence et pardon.
Assise à nos côtés, une fée au doux rire
Évoquait à nos yeux tout ce que l'homme admire;
Puis, nous prenant le bras, nous guidait à pas lents
A travers les grandeurs et les enchantements.
Oh! le cœur d'un ami, c'est un vrai sanctuaire;
C'est un temple sacré; c'est plus qu'un cœur de frère;
C'est un vase fidèle, où gît en sûreté
Le secret qui s'échappe avec sincérité.
Nos secrets! oui, tous deux, nous connaissions les nôtres;
Tu savais tous les miens; je n'en avais point d'autres;
Et, ce qui fait surtout que l'on s'aime à vingt ans,

Tu comprenais l'amour, comme je le comprends.
Ami, tu me blâmais seulement d'une chose,
C'était d'être avec toi soucieux et morose,
De troubler quelquefois involontairement
L'humble sérénité de ce bonheur charmant,
Et de vouloir, enfant mobile comme l'onde,
Éparpiller ma vie aux quatre vents du monde.
Si bien qu'un jour, Adolphe, il fallut nous quitter;
L'un de nous dut partir, et l'autre dut rester.
Je pleurai, tu le sais, lorsque je te dis: "frère,
" Ta main, oh! donne-moi ta main, que je la serre!"
Ami, je n'avais pas prévu le lendemain,
Car la douce Amitié m'eut fermé le chemin!

J'ai donc passé les mers, et le Brésil splendide
A fatigué l'ardeur de mon regard avide.
Le Tropique a des nuits, où la chaleur du jour
Abandonne en fuyant comme un parfum d'amour;
Où le cœur oppressé palpite et se tourmente
Aux vagues souvenirs de la patrie absente;

ques des Français de Montevideo, armés par la faute de leurs représentants ;

2° Prêcher le port au commerce Français, puisque ces armes et munitions de guerre pouvaient être envoyés sur d'autres navires, sous la juridiction de chefs plus tolérants ;

3° Hommage rendu à Rosas qui a dû prendre cette détermination pour un regret tardif de ne point avoir accepté le blocus.

Aujourd'hui, des événements sérieux nécessitent l'intervention de M. le vice-amiral français. L'armée de Rosas a ravagé des propriétés françaises situées au Cerro; elle a tué, sans distinction de nation, des étrangers de tout pays; elle a forcé à s'incorporer à elle des citoyens français, comme le prouve l'attestation d'un de nos compatriotes, sur lequel cette violence a été opérée. De pareils excès imposent à M. de Clerval des devoirs sérieux; il les remplira, nous en sommes convaincus.

Déjà M. le commandant de l'*Eclair* est allé en mission au camp d'Oribe; M. le vice-amiral, personnellement, a employé les démarches les plus actives pour s'assurer de l'exactitude des faits. L'espérance nous est donc permise.

On a parlé de grands établissements, qui, dans cette crise, réclament impérieusement une protection immédiate. Nous embrassons complètement cet avis; mais nous ajouterons qu'à nos yeux, et aux yeux de bien des logiciens, celui qui perd 100 francs, fruit de son travail, celui dont la vie est attaquée ou simplement menacée, mérite la protection de notre pavillon et de nos armes, aussi bien et à aussi just titre que le plus riche propriétaire lésé.

Nous avons terminé notre tâche. Nous avouons, avant de poser la plume, que la conduite de M. Pichon et de Lurde a continuellement posé des entraves à la bonne volonté de notre vieil amiral. Mais, qu'il fasse abstraction de ces difficultés, qu'il voie et touche lui-même les sanglants ravages dont nous sommes témoins; et qu'ensuite il agisse immédiatement d'après les conseils de son cœur. Ce sera pour lui un guide irréprochable.

A. DELACOUR.

Voici l'article du *Courrier d'Outre Mer*, que nous annonçons à nos lecteurs dans notre dernier numéro :

Une des missions du *Courrier d'Outre Mer*, et ce n'est pas la moins importante, est de donner à l'Europe une idée claire et précise de la situation actuelle des différents états de l'Amérique du Sud, de leur organisation politique et de leurs ressources commerciales; notions qui sont loin d'être suffisamment répandues en Europe, où, au contraire, les hommes même les plus instruits vivent dans une déplorable ignorance de tout ce qui se fait dans cette partie importante du continent américain.

Où, seul, le cœur se plain sans trop savoir pourquoi ;
Où l'on sent le besoin d'un ami près de soi.
Plus tard, quand je touchai la Bandé Orientale,
J'invoquai, mais en vain, ta jeunesse amicale. . . .
Mais pourquoi l'attrister, en te parlant de moi ?
Mes douleurs ne devraient pas exister pour toi ;
Aujourd'hui, mon loisir cesse d'être infertile,
Et le travail disrait ma fermeté tranquille.

Ma bonne mère, hélas ! tenant avec tristesse
La main de son enfant dans sa main qui la presse,
Me dit : "Tu pars, mon fils ; reviendras-tu jamais ?"
" Qui le sait ? nul d'ici. Mais promets moi, promets
" De rester étranger aux luttes politiques ;
" On égorge là bas sur les places publiques. (1)
" Oh ! l'amour d'une mère ! Amour vaste et profond !
Faiblesse à la surface, et dévouement au fond.

(1) Je devais primitivement me fixer à Buénos-Ayres.

ricain, à moins que leurs efforts ou des études spéciales ne les obligent à s'en occuper.

Et cependant, on ne peut le nier, voici déjà quelque temps que l'attention publique a été éveillée sur ce sujet; mais le manque de notions précises et de données exactes décourage presque toujours cette curiosité si précieuse pour l'avenir des pays qui en sont l'objet. On sait seulement que des ruisseaux de sang coulent dans ce pays si richement doté des dons de la nature et qu'un voile lugubre couvre presque toujours ces contrées si favorisées du ciel.

Dieu vaille que nous puissions écarter ces sanglants tableaux dans les nouvelles que nous aurons occasion de donner de temps en temps sur le pays et que nous n'ayons plus à nous occuper que des arts utiles et glorieux de la paix, du développement du commerce et de l'industrie et de l'importance des immenses ressources du sol ! Mais si nous avons à nous occuper des sanglants péripéties qui marquent l'existence de ces généreuses populations et le difficile enfantement de la liberté politique, nous le ferons du moins avec cette modération, avec cette impartialité, avec cette noble et sincère sympathie qui doivent animer des hommes foyés de raconter les malheurs, les fautes ou même les crimes de leurs propres frères. On ne trouvera jamais dans nos colonnes le plus faible des haines politiques et de parti; nous rapporterons les faits avec sincérité, nous en déduirons énergiquement les conséquences et au lieu d'envenimer les querelles, dont le commerce est toujours victime en définitive, nous ferons tous nos efforts pour les calmer et pour réconcilier les fils d'une même patrie, qui parlent la même langue et dont les dissensions ne peuvent profiter qu'à leurs ennemis communs.

Nous savons qu'il existe une politique différente, dont les procédés sont diamétralement opposés à la conduite dont nous venons de tracer les principaux traits; une politique qui consiste à voir avec satisfaction les querelles et les dissensions civiles, à les provoquer, à les fomentier, à les aggraver. Dans le même temps qu'elle fait entendre des paroles de concorde, elle sème sourdement la guerre, excite les rivalités et attise les haines. Le but qu'elle se propose est : *diviser pour régner*, selon un ancien proverbe de la langue politique. Nous n'avons pas besoin de nommer la nation qui nourrit cette politique machiavélique qui, jusqu'à ce jour, paraît lui avoir rapporté les plus riches profits. Grâce au ciel, le triomphe de l'injustice a un temps marqué les peuples se sont aperçus enfin qu'ils étaient le point de mire de l'astucieuse politique anglaise, et, sur tous les points du globe, il y a aujourd'hui une réaction en faveur des principes de la liberté réelle du commerce; liberté que l'Angleterre confisquait à

Mère, pardon d'avoir oublié ta parole !
Ton âme n'aura pas à rougir de mon rôle.

La jeune république en mère m'a reçu ;
J'ai fait emploi pour tous de tout ce que j'ai su.
Ma politique est franche, ardente et juvénile ;
Je n'ai pas revêtu cette robe virile,
Qui, tout en nous couvrant de ses plis sérieux,
Laisse au regret cet âge où nous étions moins vieux.
Il m'est donné parfois d'entendre la musique,
Des voix qui font vibrer mon âme sympathique,
D'admirer, comme sœurs, l'expansive gaieté,
La gentillesse vive, et la grave beauté.

Ami, jamais pourtant, jamais je ne t'oublie ;
Ton souvenir en moi croît et se multiplie.
Ta sœur, j'y pense encor, comme je pense à toi :
Elle, toi, ma famille, est-ce pas toujours moi ?

son profit, alors même que, par ses paroles, elle semblait lui rendre hommage.

(La suite au prochain numéro.)

DEPARTEMENT DE POLICE.

Montevideo, 12 juin 1843.

Il vient de se présenter, le nommé *Vicente Rosallo*, sujet sarde, accompagné de son fils *José*, âgé de 14 ans, tué par une balle reçue à la poitrine, et blessé entre les épaules. Il a exposé que, vendredi dernier, lui *Vicente*, se rendit au Cerro à la suite de la légion italienne, et que son fils *José* sortit au delà des fortifications pour chercher des légumes; que, lorsqu'il revint du Cerro, il remarqua que son fils ne revenait pas, et qu'il fut inquiet de son sort; qu'aujourd'hui qu'il se mit à sa recherche. Il se décida à prendre ce parti, parce que ses compatriotes lui apprirent qu'il avait été enlevé par les ennemis. Il regarda, il chercha partout; enfin il le trouva mort dans un fossé de la quinta de Hamonet. Il le chargea sur ses épaules, et arriva ainsi jusqu'aux portes de cette capitale, où d'autres compatriotes, touchés de compassion, le placèrent sur un cuir, et aidèrent à le porter jusqu'à la police.

J'ai fait transporter le cadavre à l'hôpital, pour qu'il fût reconnu par les médecins, et j'ai arrêté à ce sujet des mesures convenables.

C'est avec douleur que je communique ce triste événement à votre excellence.

Que dieu vous garde nombre d'années.

Andrés LAMAS.

A. S. E. M. le ministre du gouvernement et des affaires extérieures, D. Santiago Vasquez.

— Par le paquet *Euphrasia*, arrivé hier, nous avons reçu la confirmation de l'importante nouvelle de la déroute à Montevideo de Galia, avec les troupes que l'empereur Rosas avait mises sous son commandement.

Extrait du Constitucional.

M. le commandant de la forteresse du Cerro a donné asile à un grand nombre de familles étrangères, qui implorent sa protection. Cette conduite fait contraste avec celle des hordes de Rosas.

— Hier et avant hier, les bataillons des Volontaires Français ont fait une sortie; en leur présence, l'ennemi a pris lâchement la fuite. Aujourd'hui parmi les corps destinés à la sortie de chaque jour, se trouvait l'imposant bataillon des Busques Français, avec son brave commandant et M. le colonel *Thiebaut*, qui s'abandonne jamais ses compatriotes.

Il accompagnait notre irrésistible cavalerie, commandée par le brave Sosa, le 1er. Bataillon sous les ordres du colonel Lavandera, le bataillon *Liberté*, et une partie du 5ème; un combat très vif fut entretenu avec l'ennemi; les braves soldats de Rosas ont éprouvé une gran-

Ton père, je le vois, quand, fier de le comprendre,
Le muet parle au sourd etonné de l'entendre (3) . . .

— Je vous reverrai tous. — La jeune Paria
Reverra près de toi ta bonne Maria ;
Le collège, où, bien loin de ce monde qui raille,
Nous promeniions à deux le long de la muraille.

Viennent des temps meilleurs, des soleils plus tranquilles !
Et je réclamerai, loin des guerres civiles,
Dans notre hiver brumeux, dans notre été vermeil,
Ma place à ton foyer, et ma place à ton soleil.

Adolphe DELACOUR.

Montevideo, 13 juin 1843.

(3) M. A. D. directeur, à Paris, de l'Institut Royal des sourd-muets.

de perte, les coups assurés de l'artillerie des Volontaires Français ont été fatal à l'ennemi.

Notre cavalerie a repoussé celle de l'ennemi. Le commandant Sosa a frappé de sa lance un des cavaliers fuyards.

Nos soldats se sont admirablement conduits. Les braves français sont les dignes soldats de la liberté: ils méritent les plus grands éloges.

Voici le résultat de la journée: 5 prisonniers, 9 morts, de mules et chevaux, les uns sans les autres avec harnais.

De notre côté, le lieutenant Guierrez et le sergent Lopez, du bataillon *Liberté*, ainsi qu'un soldat, ont été blessés.

L'illustre général Pz, est sorti avec nos troupes.

AVIS A NOS SOUSCRIPTEURS.

Le *Repartidor* du *Patriote* étant changé, nous prions ceux de nos souscripteurs qui n'auraient pas reçu le journal depuis deux jours, de vouloir bien adresser leurs réclamations au bureau du journal.

FRANCE.

(Paris 13 mars.)

La chambre des députés a autorisé la lecture des deux propositions qui étaient soumises à l'examen de ses bureaux. La première, celle de M. D. Vergier de Haunanne, tendant à substituer le vote public au scrutin secret, a rencontré quelques contradicteurs sans être sérieusement combattue. Soit conviction, soit embarras, un certain nombre de ministériels feignent de l'accueillir avec le même empressement que l'opposition. L'adhésion donnée ce matin à la lecture a été presque unanime. Cette émulacion est de bon augure, et pour peu qu'elle se maintienne, nous pouvons espérer de voir prochainement la publicité du vote introduite comme règle dans les délibérations de la chambre.

L'autre proposition, relative à la réforme parlementaire, ne méritait pas, suivant les feuilles ministérielles, d'arrêter un instant l'assemblée. Celle-ci en a jugé autrement, et malgré les arguments facétieux du *Journal des Débats*, cinq bureaux sur neuf ont autorisé la lecture. La majorité est donc d'avis qu'il y a un abus à réprimer, un danger à craindre, et, sans se prononcer encore sur le moyen qui est indiqué par M. de Sade pour préserver l'indépendance de la représentation nationale contre l'envahissement des fonctionnaires publics, elle entend du moins que la question soit publiquement débattue. Cette première réponse de la majorité ramènera peut-être au sérieux ces ministériels folâtres que le vote des fonds secrets a mis en joie, et qui n'abandonnent plus que pour en goguener les discussions politiques.

Que peuvent penser les hommes sincères d'un gouvernement, d'un parti qui, chaque fois que la réforme parlementaire est agitée ne savent répondre à l'opposition que par ce beau raisonnement: A quoi bon, disent-ils, une mesure législative pour contenir l'ambition des députés fonctionnaires? Si l'opposition trouve que ces derniers sont en trop grand nombre à la chambre, qui empêche ceux de ses membres qui appartiennent à l'administration de renoncer à leur mandat législatif?—Et c'est cette grosse bouffonnerie qu'on reproduit pour la vingtième fois et qui osera peut-être se faire jour encore à la tribune!

Sommes-nous donc dans un pays où il y ait des règles spéciales applicables à une opinion, à un parti et non pas aux autres? Tandis que le ministère à toujours sous la main une légion des subalternes pour qui la députation s'offre moins comme une mission honorable à recevoir, comme un devoir à remplir, que comme une situation à exploiter, faut-il que l'opposition, qui n'a guère à présenter à ses candidats que la perspective de longs et énormes sacrifices, se prive volontairement du concours de ceux des fonctionnaires que la loi rend éligibles et que leur désintéressement appelle dans ses rangs? A tous les privilèges qu'établit en faveur des ministériels la partialité révoltante du pouvoir, faut-il encore qu'ils joignent celui-là? Quand un homme s'est signalé dans les fonctions publiques par une indépen-

dance qui l'honore, faut-il que celui-là seul, par exception, soit écarté de l'enceinte législative, tandis que toutes les portes sont ouvertes aux ambitions vulgaires qui viennent pour faire leurs affaires, pour enlever une place, un titre, ou de l'avancement?

Les prétendus conservateurs affectent de mettre en doute la sincérité de la gauche constitutionnelle dans les demandes de réforme qu'elle a formulées. Mais que ne la prennent-ils au mot? Qui les empêche de la soumettre à la loi qu'elle trouverait si dure, si intolérable, à en croire leurs déclarations? Il dépend d'eux de la condamner au désintéressement; pourquoi ne le font-ils pas?

— Pourquoi? La raison est bien simple, c'est qu'ils devraient s'y condamner eux-mêmes, et ils sentent parfaitement qu'ils ne gagneraient rien à cette loi d'égalité.

Les deux principales objections, celle de l'espèce d'interdit que les incompatibilités déterminées auraient fait peser sur des membres de la chambre récemment élus, et celle beaucoup plus grave des inconvénients que pourrait offrir l'exclusion systématique des fonctionnaires publics, ces deux objections n'étant point applicables à la proposition de M. de Sade, nous ne voyons aucune raison de ne pas l'admettre, et malgré les termes très mesurés dans lesquels elle a été conçue, nous ne doutons pas qu'elle ne soit efficace pour combattre les vices de la législation actuelle.

Quelques esprits élevés et hardis, nous le savons, regrettent que l'opposition s'en tienne à un expédient d'un caractère restrictif, et qui doit être, suivant eux, d'un effet insuffisant pour combattre un abus dont ils sont frappés comme nous. Ils voudraient qu'au lieu de songer à limiter ainsi l'action du gouvernement et le choix des électeurs, l'opposition appellât le pays, par les larges et profondes réformes, à influencer d'une manière plus directe et plus décisive sur la direction de ses propres affaires. C'est là une considération qui nous touche; et, si nous pensions qu'il y eût la moindre chance de faire prévaloir un système plus libéral, plus vaste, qui, en conciliant les intérêts de l'ordre avec le droit des citoyens, mit, par une autre voie, un terme aux abus dont nous sommes témoins, nous renoncerions sans hésiter aux modifications modestes, mais utiles, proposées aujourd'hui. Mais, ce que nous craignons, c'est que les vices du régime actuel se perpétuant et ne faisant que s'accroître, le gouvernement représentatif ne s'altère et ne se dénature aux yeux des peuples, avant que ces réformes larges et généreuses, entrevues dès à présent par des hommes tels que M. de Lamartine, soient venues le régénérer.

Au reste, ce n'est pas de ce point de vue évidemment que le parti des bornes combattra la proposition de M. de Sade; et comme il s'agit en ce moment ou d'obtenir cette simple atténuation à un mal connu, constaté, ou de rester enfoncé dans le texte immobile de la législation existante, nous optons pour la réforme incomplète mais nécessaire demandée par l'opposition.

(Siecle.)

Il faut relever la ville de la Pointe-à-Pitre.

Les dons et les offres de secours affluent de tous côtés. La religion et l'humanité manifestent leur puissance en faveur de nos frères infortunés de la Guadeloupe. Quelques jours ont suffi, depuis la fatale nouvelle, pour faire écarter les plus sûrs présages d'une épidémie générale qui pourra surpasser tous les exemples connus.

Nous ne sommes point dans l'usage de recevoir des souscriptions; mais nous indiquons à tout venant les bureaux où l'on peut apporter son offrande, et d'abord celui de M. Maubeau, trésorier central du comité organisé par M. le ministre de la marine, à l'instar de celui de 1839, après le tremblement de terre de la Martinique.

MOUVEMENT DU PORT

DE MONTEVIDEO.

Entrée du 13 juin.

Rio Janeiro 22 mai, goélette sarda *Bella Sofia*; de 61 tx. cap J. D. Dominico, à l'ordre avec 4 passagers;

340 c maïs, 70 id. aricots, 45 rouleaux tabac 40 caisses chaises, 40 sacs farine mendocia, 31 id. riz, 10 bqs. morne, 10 sacs café, 20 bques. sucre, 10 sacs café, 5 surms lard, 1 caisse fromage.

Genes 27 mars, brick sarda *José*, 301 tx., cap. J. Sizard Rosas à Kamsley, avec 22 passagers, équipage 16 hommes, 864 pipas vin, 60 demi id., 37 pipas eau de vie, 40 barrils vin, 8 colis marchandises diverses, 190 caissons vermicelle, far, plomb, bois, et une voiture.

Maldonado, 3 navires avec vivres et bestiaux.

Sta. Lucie, barque *Elisebeth*, avec 1000 brebis.

LE COURRIER D'OUTRE-MER.

Journal politique, littéraire, commercial et industriel.

Ce journal, le plus complet par l'importance et le choix des matières, est aussi, comme exécution typographique, le plus riche des grands journaux qui se publient en France. Le *Courrier d'Outre-Mer* est fait spécialement pour les colonies espagnoles et les divers autres points de l'Amérique du Sud. Ses fondateurs se sont proposé de s'occuper sans relâche des intérêts qui touchent chaque jour d'avantage l'avenir de cette partie du monde à l'avenir européen; de faire connaître à l'Amérique, d'une manière régulière et sûre, les mouvements divers de la politique, de l'industrie, du commerce et de la littérature en Europe, et, en même temps, de mettre en rapport tous les centres de population de l'Amérique méridionale par la communication continue des mouvements et des progrès qui marquent la vie de chacun d'eux. Enfin les fondateurs de ce journal ont voulu surtout élever une tribune asez favorablement placée pour que la défense des intérêts américains put y être présentée avec quelque autorité, et obtenir, pour les graves questions qui s'y rattachent, l'attention et l'importance qu'on leur a, malheureusement pour tous, refusées jusqu'à ce jour.

Le *Courrier d'Outre-Mer* se publie en même temps à Paris et à Madrid. Les écrivains les plus distingués de ces deux capitales concourent à sa rédaction. Le corps du journal est écrit en espagnol. Le feuilleton seul est à la fois en espagnol et en français.

Ce journal étant, comme nous l'avons dit, spécialement fait pour l'outre-mer, la quotidienneté de publication devenait inutile et eut même nui à la valeur du journal, sous le rapport de l'exactitude des nouvelles, qu'une feuille quotidienne ne peut pas toujours vérifier. Les éditeurs du *Courrier d'outre-mer* ont préféré, judicieusement, publier, tous les cinq jours, une livraison contenant à peu près la matière de cinq journaux ordinaires.

Dans chacune de ces livraisons on trouve, à côté du développement des plus graves questions politiques, coloniales et industrielles, un tableau complet des nouvelles diverses et des faits politiques les plus importants, une Bulletin des débats parlementaires, puis, après la revue des tribunaux, une chronique spirituelle des théâtres, des salons, en un mot de la *façon* artistique et financière de Paris.—Les découvertes de la science, les progrès et les perfectionnements de l'industrie et des arts sont enregistrés avec régularité dans le *Courrier d'outre-mer* et il n'est pas jusqu'aux mouvements capricieux de la mode parisienne qui n'y soient constatés avec la plus grande exactitude dans des feuilletons spéciaux, accompagnés de gravures, dont l'exécution soignée dépasse de beaucoup tout ce qu'ont publié jusqu'à ce jour les recueils de mode les plus élégants.

Ces dessins, reproduisant les variations de costume, de coiffure ou d'ameublement, ne sont pas les seuls que publie le *Courrier d'outre-mer*; les biographies des célébrités contemporaines y sont accompagnées des portraits de ces demi-Dieux du jour. Une des livraisons du mois de mars dernier contient un portrait remarquable de l'auteur des *Paroles d'un Croquant*, M. F. de Lameunais.

Les trente quatre premières livraisons du *Courrier d'outre-mer*, se trouvent à Montevideo au bureau de correspondance de ce journal, rue de Buenos-Ayres, (St. Sebastien, n.º 72 bis) à côté de la maison Lorenzo Pérez.

Les personnes qui voudront recevoir à domicile les livraisons du *Courrier d'outre-mer* le jour même, où le lendemain, de leur arrivée à Montevideo, devront souscrire au moins pour un trimestre.

Prix de la souscription pour trois mois; 6 patacon 249 reis.

L'abbé Desombres, dont les services, comme aumônier du régiment des Volontaires Français, ont été agréés par le chef du corps et confirmés par l'autorité locale et ecclésiastique, a l'honneur d'annoncer à ses frères d'armes que, pour tous les secours spirituels de sa compétence, comme aussi dans l'exercice des devoirs dont il s'est chargé, il est, dès ce moment, à la disposition de toutes les familles, dont les chefs auront pris les armes pour une cause aussi sainte que nationale.

S'adresser à l'hôpital de la Charité, où demeure M. l'aumônier, et, dans le cas où il ne se trouverait pas chez lui, laisser une adresse au bureau de l'intendance, qui se trouve à main gauche, en entrant dans la cour de l'hôpital.

AVIS DE POLICE.

Par ordre de M. le chef politique et de police, les habitans de cette capitale sont prévenus, que l'edit du 17 février dernier, est en pleine vigueur, et, afin que personne n'ignore ses articles, il ordonne qu'il soit publié pendant trois jours consécutifs.

Montevideo le 9 Juin 1843.

Le 1er officier de police,
ANTONIO PILLADO.

Le chef politique et de police du département, avec autorisation supérieure, ordonne :

Art. 1er. Il est défendu de lancer des pétards, fusées, et tous autres projectiles; d'allumer des feux, d'arborer des signaux et bannières, d'élever des globes ou tout autre signal qui pourrait faire supposer une communication ou des intelligences illicites. Sont seulement exceptées de cette disposition les maisons consulaires pour les relations avec leur marine nationale.

Art. 2. Est défendue la réunion des groupes dans les rues et les places, et, à partir de 7 heures du soir, on ne pourra se promener plus de trois, si ce n'est pour le service public.

Art. 3. La violation d'une seule de ces dispositions sera considérée comme un acte d'insubordination en présence de l'ennemi, et punie de la peine capitale.

Montevideo, 17 février 1843.

Andres LAMAS.

AVIS.

M. le capitaine de l'*Aigrette*, est prié de passer au bureau du *Patriote*, pour affaire qui le concerne.

ARMES DE CHASSE et DE GUERRE.

Nous nous empressons de prévenir les amateurs que nous avons vu, chez M. Domergue Coste aîné, maison Lavallega, des fusils de chasse et de guerre, au moyen desquels on peut tirer 10 à 12 coups à la minute. Au moyen d'un procédé ingénieux ces fusils qui se chargent par la culasse, se chargent comme les fusils ordinaires dans le cas où l'on manquerait de cartouches.

Les prix de ces fusils ne sont pas plus élevés que ceux à système ordinaire.

M. Viglezzi, ex-capitaine d'état-major, pas é capitaine de la compagnie d'ambulance prie les personnes qui voudront faire partie de ladite compagnie, de vouloir bien se faire inscrire au bureau de l'économé à l'hôpital français.

VIGLEZZI.

Avis de la Salle de Commerce.

Le directeur de la Salle de Commerce fait savoir au public que les packets entre Montevideo et Buenos-Ayres, ayant perdu la qualité, et se trouvant désormais considérés comme navires marchands, les signaux de sortie ne se feront plus comme antérieurement, mais seulement sur l'ardoise, et lorsqu'ils se feront aviser, ils mettront, comme navires marchands, les pavillons de leurs nations. Le packet anglais sera le seul qui sera signalé comme auparavant.

Les lettres de non souscripteurs ne seront admises, pour le départ, qu'avec un paiement de 6 vintns pour chacune.

Le Directeur,

J. ROSQUELLAS.

AVIS IMPORTANT.

Maison d'éducation des demoiselles Lesueur, rue Sarandi, autrefois San Carlos, 86.

L'une de ces dames a l'honneur de prévenir les personnes qui désireraient apprendre la grammaire française et l'espagnole, l'arithmétique, la géographie, l'histoire, etc., qu'elle peut disposer de quelques heures pour donner des leçons particulières à domicile ou chez elle. Les succès qu'elle obtient tous les jours les élèves de ces dames, dans leur institution, leur sont un sûr garant de la confiance qu'on voudra bien leur accorder, confiance qu'elles s'efforcent de mériter de plus en plus.

AVISO.

Las personas que tengan relaciones de negocios, con mi ex-dependiente D. Pedro Tilhet, se servirán presentarse el día lunes 13 del corriente en casa de D. Juan Laphin; de las 11 à las 2 de la tarde.

Les personnes qui auraient eu quelques relations d'affaires avec mon ex-commis, M. Pierre Tilhet, sont priées de se présenter lundi le 13 du courant chez M. Laphin, de onze heures à deux de l'après-midi.

HOPITAL FRANCAIS.

L'hôpital a besoin d'une compagnie de quarante hommes d'ambulance. ils auront exactement les mêmes droits que les légionnaires, à dater de leur engagement. Les Français qui voudraient en faire partie n'ont qu'à se présenter à l'hôpital, rue de Sarandi près le marché où le directeur leur fera connaître les conditions.

AVIS.

Les personnes qui ont confectionné des effets pour les chasseurs basques, et dont le paiement ne serait pas effectué, sont priées de présenter leurs bons chez M. Oyénard, dans les 48 heures à partir du premier juin 1843.

Le sieur Lamets, armurier, fait savoir aux Volontaires de la légion qu'ils trouveront chez lui des couteaux-sabres de sa confection, disposés à propos et à un prix modéré. Rue du 25 Mai, n°

AVIS.

Maison Honoré Gasparin, platero, rue del Riicon, on achete or vieux, argent et cuivre.

AVIS A MES COMPATRIOTES

Et aux défenseurs de la liberté.

A dater de ce jour, lorsque la légion prendra les armes, il y aura un dépôt d'armes, de gibernes et de munitions, au bureau de l'Etat Major pour tous ceux qui, n'ayant pas pris les armes, voudraient concourir à la défense de la noble cause à laquelle nous nous sommes dévoués pour protéger nos vies, celles de nos familles et conserver un bien être acquis avec tant de peines et de travaux.

Le colonel des Volontaires Français,

THIEBAUT.

HOPITAL FRANCAIS.

On soucrit pour l'hôpital français chez M. Viglezzi, rue del Riicon.

AVIS DIVERS.

AVIS.

Les Dames Françaises, qui se sont occupées de la souscription pour l'Hôpital, désireraient que, pour diminuer les fatigues auxquelles elles se sont généreusement soumises, une souscription à domicile fut ouverte chez l'une d'elles.

C'est pour ce motif qu'une souscription est ouverte chez Mme. Viglezzi, rue Riicon.

On trouvera à l'imprimerie du *Patriote* réunis dans une seule feuille la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Veillons au salut de l'Empire* et la *Parisienne*.

AVIS.

On vient d'imprimer, à l'imprimerie de la Charité, un ouvrage intitulé :

INSTRUCTIONS D'INFANTERIE,

qui comprend celle des recrues, le manuel des guides, et la tactique des éclaireurs; extraits de la dernière édition de Valence, avec 29 gravures lithographiées, qui indiquent les signes du commandement avec l'épée ou la canne.

Il se vend à ladite imprimerie, et chez Domecch ou chez Varela, place de la Constitution

AVIS IMPORTANT:

On demande des ouvriers, magons et manoeuvres pour l'hôpital Français. S'adresser maison neuve de D. José Maria Perez, à côté du marché. On désire qu'ils fassent partie des Volontaires Français. Ils seront exemptés de service, et leur ouvrage leur sera payé.

Le Gérant Jh. REYNAUD.

Imprimerie Oriental, dirigée par Jh. REYNAUD.